web :
cgt-ardennes.fr
mail :
cgt@cd08.fr

Routes

Au cœur des Territoires :

#CD08

Un conseil Départemental de PROXIMITÉ

SERVICE PUBLIC

Grain de sel dans le déneigement

POINTE Des agents des routes du Département craignent que le centre de Givet soit fermé en fin d'année et qu'un de leurs trois camions de déneigement ne leur soit retiré. « Une catastrophe pour le service public », s'inquiètent-ils.

JULIEN LEPRIEUR

Et si certaines routes de la Pointe n'étaient plus (ou moins bien) déneigées au creux de l'hiver. Le danger est pointé par des agents du conseil départemental. Des bruits de couloir, circulant depuis quelques années mais un temps enfouis dans un placard, sont récemment ressortis faisant planer la menace d'une réorganisation du service d'entretien des routes départementales.

Entre Revin et Fumay, onze agents prennent soin des routes, été comme hiver. Fauchage, maintien du réseau routier, intervention lors d'accidents et le plus visible pour le quotidien des gens, le déneigement. « *La période hivernale, c'est notre Coupe Davis à nous* », rigole un des agents dont nous tairons les noms. Repartis dans deux centres, l'un à Fumay, l'autre à Givet, ces hommes et femmes des routes font partie d'un des trois territoires routiers ardennais (TRA). Selon eux, le Département aurait choisi de supprimer le centre de Givet et de rapatrier les cinq agents à Fumay. « *Un de nos directeurs nous a dit qu'il fallait que ça ferme avant la fin de l'année.* »

> "Fermer Givet serait une catastrophe. C'est une atteinte à la vie des usagers"
> **Un agent du service des routes**

La disparition d'un des centres aiderait le conseil départemental des Ardennes à se débarrasser de l'entretien de certains axes pour les confier à Urano. L'entreprise s'occupe déjà d'une partie du déneigement dans le département. « *Ils veulent que cette entreprise s'occupe du déneigement sur la départementale 8051, entre Givet et Fumay et que nous, on s'occupe des petites routes.* » Car l'autre partie du plan consisterait en la suppression d'un des trois camions de déneigement de la Pointe pour le confier au sud du département.

Ces fonctionnaires ne craignent ni pour leur emploi ni de changer de lieu de travail. Ils assurent vouloir préserver le service public. « *Fermer Givet serait une catastrophe et une aberration. Ma femme, mes enfants, mes amis roulent sur ces routes. C'est une atteinte à la vie des usagers,* accuse l'agent des routes. *Le jour où la centrale de Chooz n'est pas dégagée, comment ça se passe ? Givet se situe aussi sur la route de l'hôpital de Dinant.* »

Pour illustrer leur propos, ils expliquent leur organisation : « *En période de neige, nous sommes deux équipes d'astreinte la nuit. Un camion part de Givet et sale jusqu'à Fumay. Là, il fait le plein et part aider le deuxième camion pour dégager la côte des Mazures. On s'occupe aussi de la route entre Rocroi et Fumay qui, depuis l'arrivée de l'autoroute, est un axe très fréquenté par les camions. À 8 heures, le troisième camion est aussi mobilisé. Si on supprime Givet, le camion part de Fumay et peut saler sur 25 km, mais que se passe-t-il quand il arrivera à Fumay et qu'il n'y aura plus de centre ?* »

L'équipe revendique une expertise. « *Les chauffeurs d'Urano sont de bons chauffeurs, mais des chauffeurs de travaux publics. Ce n'est pas la même chose. Et le privé est là pour gagner de l'argent. S'il produit le travail avec la même qualité, il est plus cher,* pointe l'un des fonctionnaires. *Nous, on connaît notre secteur par cœur.* »

Un des trois camions de déneigement serait susceptible d'être retiré aux agents des routes de la Pointe. Archives Aurélien Laudy

100 000

C'est, en euros, le prix d'un camion neuf avec saleuse selon l'estimation des agents des routes. Ces véhicules auraient une durée de vie de 20 ans.

"CE N'EST QU'UNE ÉTUDE"

Pour plaider leur cause, ils souhaitent rencontrer les candidats du canton aux élections départementales. Jeudi, ils se sont entretenus avec les conseillers départementaux du secteur, Isabelle Coquet et Claude Wallendorff. « *Une fermeture du centre de Givet en plein hiver et en plein déneigement c'est non ! Ce serait stupide* », assure le second. Conscient que la date du 31 décembre n'est pas tenable, les agents craignent de vivre leur dernier hiver à Givet. « *En décembre on y sera encore. Il n'y aura pas de vote sur le sujet avant octobre mais ils visent 2022.* » Claude Wallendorff concède que les services du Département ont étudié le regroupement des agents à Fumay pour « *favoriser la logistique* ». En clair ? Un langage de « *technocrates pour qui c'est plus facile d'avoir une équipe de onze que deux équipes de six et de cinq. Mais les logiques technocrates ne sont pas toujours applicables* », pointe l'élu.

« *Pour Claude Wallendorff, ce n'est pas acté mais nous, ça, on nous en parle* », insiste l'agent. « *Ce n'est qu'une étude,* répond le conseiller, *La décision n'a pas été prise. Avec Isabelle Coquet, on va redemander un réexamen très clair de cette étude.* » Le duo semble avoir été sensible aux arguments évoqués. « *Leurs arguments paraissent très raisonnables. On considère que déneiger à Chooz sans partir de Givet, ce n'est pas la meilleure des solutions. C'est mieux si les gens sont basés à Givet.* » Une position commune. Reste à convaincre le Département. ■

"CONSTITUER DES ÉQUIPES DE SIX MINIMUM"

Questionné sur la disparition du centre de Givet, le conseil départemental n'a pas clairement répondu. Dans un email, il indique seulement qu'« une nouvelle organisation a été décidée en 2017 afin, notamment, de regrouper certains centres pour constituer des équipes de six au minimum ». Selon les services ardennais, « dans certains cas, des effectifs de trois personnes ne permettant pas d'assurer tout au long de l'année l'ensemble des missions d'entretien de la route ». Un problème qui ne semble pourtant pas concerner Givet et Fumay qui travaillent en commun. Alors que les agents refusent que les deux centres fusionnent, le Département écrit que « le déploiement est assuré en concertation avec les personnels […] » Il semble néanmoins reconnaître que l'organisation actuelle fonctionne, écrivant qu'« aucune situation critique n'a été signalée cette année aux services du conseil départemental en période hivernale sur ce secteur. »